



ANALYSE DE SONDAGE

Novembre 2025

Secours Islamique France (SIF)

Le SIF est une organisation non gouvernementale indépendante, humanitaire et à but non lucratif. Fondé en 1991 en France, il est engagé dans l'assistance humanitaire et l'aide au développement au niveau international, ainsi que dans l'assistance sociale en France. Par ses actions, il répond aux besoins essentiels des populations les plus vulnérables, guidé par la solidarité et le respect de la dignité humaine et par les principes humanitaires de neutralité, d'indépendance et d'impartialité.



ADVOCACY

Les jeunes au Liban ont la parole

Perspectives d'inclusion sociale et économique des jeunes Libanais, Syriens et Palestiniens

Ce document présente les résultats d'une enquête menée en juin et juillet 2025 auprès de plus de 1 600 jeunes Libanais, Syriens et Palestiniens vivant au Liban et touchés par de multiples crises.

Les jeunes ont partagé leurs points de vue sur leur situation et leurs perspectives en matière d'inclusion sociale et économique. Les résultats de cette enquête mettent en évidence des pistes d'action et des solutions fondées sur les expériences et les priorités exprimées par les jeunes eux-mêmes.

L'enquête a été réalisée par l'Institut Elka Lebanon avec le soutien du Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères.

Les résultats détaillés de l'enquête sont disponibles à ce [lien](#) ou en scannant le code QR :



Pourquoi cibler les jeunes ?

Les jeunes dans le monde sont fortement touchés par des crises multiples. Une très grande proportion d'entre eux vivent dans des pays affectés par les conflits ou le changement climatique, caractérisés par de profondes fragilités structurelles, sans accès aux services sociaux de base. Beaucoup sont actuellement déscolarisés, sans formation ou sans emploi. Ils font face à un écart croissant entre leurs aspirations et les opportunités réelles qui s'offrent à eux pour leur avenir.

[Fort de son expertise dans le domaine des droits de l'enfant](#), le Secours Islamique France (SIF) met en œuvre des programmes destinés aux jeunes (âgés de 14 à 25 ans) au Sahel, au Moyen-Orient et en Asie, afin de les accompagner vers l'autonomie et de favoriser leur inclusion sociale et professionnelle. À travers son travail de plaidoyer, le SIF attire l'attention sur leur situation pour améliorer les réponses humanitaires, en documentant et en amplifiant leurs voix, leurs expériences et leurs priorités. Cette publication s'inscrit dans une série d'enquêtes menées auprès de jeunes dans différents pays.

Retrouvez [ici](#) notre enquête auprès des jeunes Pakistanais touchés par les déplacements liés aux catastrophes climatiques :



Et [ici](#) notre enquête sur les perspectives socioprofessionnelles des jeunes du Sahel :



Une convergence de multiples crises au Liban affectant les jeunes

Le Liban est fortement impacté par de multiples crises, mettant à rude épreuve la stabilité sociale, économique, financière et sécuritaire du pays. Depuis 2019, le Liban connaît sa plus grave récession économique depuis la fin de la guerre civile en 1990, exacerbée par le vide politique qui a perduré jusqu'en janvier 2025. Plus récemment, l'impact des hostilités avec Israël a eu de graves conséquences, avec des déplacements internes massifs, la destruction d'infrastructures, de logements et d'entreprises, et une

détérioration accrue des services de base tels que la santé, l'éducation, l'eau, l'énergie et les systèmes de protection sociale. En juin 2025, 82 632 personnes étaient encore déplacées à l'intérieur du pays, 70 % d'entre elles étant des femmes et des enfants¹.

Les difficultés économiques touchent tous les groupes de population. Plus de la moitié de la population libanaise vit en dessous du seuil de pauvreté², et 4,1 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire³. Les micros, petites et moyennes entreprises (MPME), piliers de l'économie libanaise, peinent à renforcer leur résilience ; réduisant les opportunités d'emploi et d'existence et déstabilisant les communautés. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT), le taux d'emploi au Liban a chuté à 30,6%⁴, impactant même les individus très diplômés. L'emploi informel représente plus de 65% de la population active, remplaçant ou complétant de manière insuffisante les protections du secteur formel⁵. Les femmes libanaises, en particulier les plus jeunes, sont fortement touchées. Le Liban se classe 132ème sur 146 dans le Rapport mondial sur l'écart entre les sexes 2023⁶, avec un taux d'inactivité de 82% chez les femmes contre 27% chez les hommes⁷, tandis que le taux de chômage des femmes actives atteint 32%⁸. Cette situation préoccupante a des répercussions directes sur les moyens d'existence, l'indépendance et le bien-être des femmes, renforçant les inégalités économiques et sociales liées au genre. Combinée à l'inflation record, ces inégalités risquent de pousser plus des deux tiers de la population libanaise dans la pauvreté⁹.

Pour les personnes réfugiées, la situation est encore plus critique. 9 réfugiés syriens sur 10 (plus de 716 000 en juin 2025) ont besoin d'aide humanitaire pour couvrir leurs besoins essentiels¹⁰, et 93% des réfugiés palestiniens (489 000 personnes) vivent dans la pauvreté¹¹. Dans un contexte de tensions croissantes entre communautés, les réfugiés syriens et palestiniens continuent de rencontrer de nombreuses restrictions pour accéder à leurs droits, notamment en termes d'accès aux services de base, à l'éducation et au travail. Ils font face à des difficultés importantes pour obtenir des permis de travail et des licences commerciales adéquates pour ouvrir des entreprises. La chute du régime de Bachar Al-Assad en Syrie a également eu un impact sur la situation des réfugiés syriens au Liban : en décembre 2024, une nouvelle vague de Syriens déplacés a franchi la frontière libanaise (environ 108 032 personnes en juin 2025), tandis que des retours spontanés en Syrie ont été enregistrés (environ 278 000 Syriens en septembre 2025)¹².

Au Liban, 1,8 million de personnes ont entre 10 et 24 ans¹³. De nombreux jeunes sont actuellement hors école, hors formation et hors emploi (29% en 2022)¹⁴. Beaucoup ne peuvent plus financer leur éducation et sont forcés de quitter l'école pour chercher un emploi qu'ils ne trouvent pas : le taux de chômage des jeunes a atteint 47,8% en 2022, soit 2,1 fois supérieur au taux de chômage global (11,4%)¹⁵. Les jeunes au Liban font face à un écart constant entre leurs aspirations et leurs opportunités

réelles, ce qui engendre des sentiments d'injustice, de frustration et d'anxiété pour leur avenir.

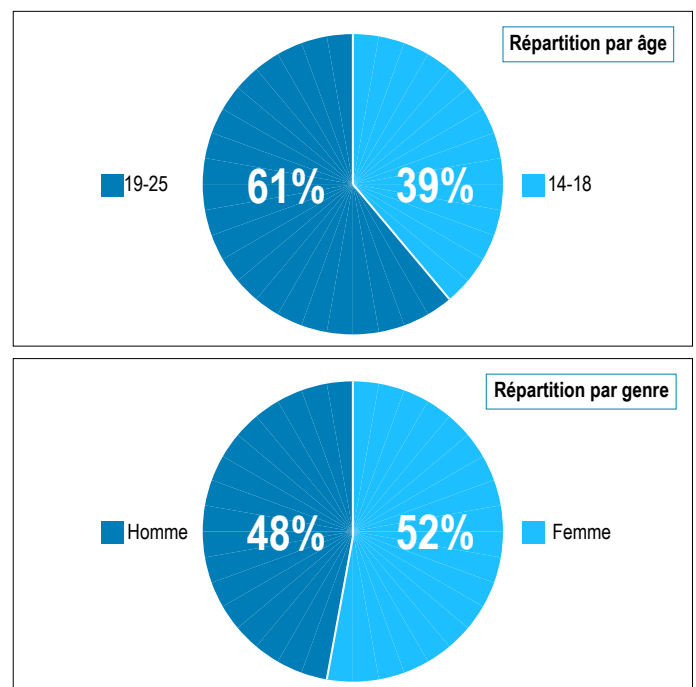
Objectifs du sondage et méthodologie

Le SIF a souhaité recueillir l'avis des jeunes au Liban afin d'informer la planification des programmes humanitaires et de développement et les politiques publiques en matière d'inclusion sociale et économique des jeunes, à travers une étude quantitative et qualitative. Les objectifs spécifiques de cette étude étaient de collecter leurs opinions sur l'accès aux services de base, l'éducation, les opportunités de formation, l'accès au marché du travail et sur leur état d'esprit et leur bien-être.

Les données quantitatives ont été collectées entre juin et juillet 2025 lors d'entretiens en face-à-face auprès de 1 603 jeunes vulnérables : 701 Libanais, 501 Syriens et 401 Palestiniens, issus à la fois des camps et des communautés d'accueil. Les jeunes ciblés avaient entre 14 et 25 ans, et les données ont été ventilées par genre, âge, nationalité et milieu urbain et rural. L'étude a été réalisée à Beyrouth, Mont-Liban, Sud-Liban et Nord-Liban. Les données qualitatives ont été recueillies à travers 3 groupes de discussion à Beyrouth, Saïda et Tripoli, répartis par nationalité, avec un équilibre de genre et d'âge.

Plusieurs questions de l'enquête examinent l'impact du statut des jeunes sur l'accès à leurs droits, le statut faisant ici référence au statut légal de la personne, lié à leur situation en tant que réfugiés, à leur accès aux documents légaux, à la résidence ou à la citoyenneté.

Des informations complémentaires sur la méthodologie des volets quantitatif et qualitatif sont disponibles dans les résultats détaillés de l'enquête [\[ici\]](#).



¹ Relief Web, mid-year lebanon humanitarian situation report, 30 June 2025.

² Relief Web, lebanon situation report, August 2025.

³ Relief Web, mid-year lebanon humanitarian situation report, 30 June 2025.

⁴ ILO, ILO Skills Training: A Key to Unlocking Decent Employment in Lebanon, 15 July 2024.

⁵ ILO, 2023.

⁶ World Economic Forum, Global Gender Gap Report, 2023.

⁷ https://www.unocha.org/attachments/776ae72b-f5c40a6-99c6-fb5f1003b65b/Escalating_Needs_Libanon

⁸ OCHA, escalating needs in Lebanon, a 2023 overview.

⁹ UN Women, Issue Paper, Women On The Verge Of An Economic Breakdown: Assessing the differential impacts of the economic crisis on women in Lebanon, September 2020.

¹⁰ Relief Web, UNHCR Lebanon Fact Sheet, July 2025.

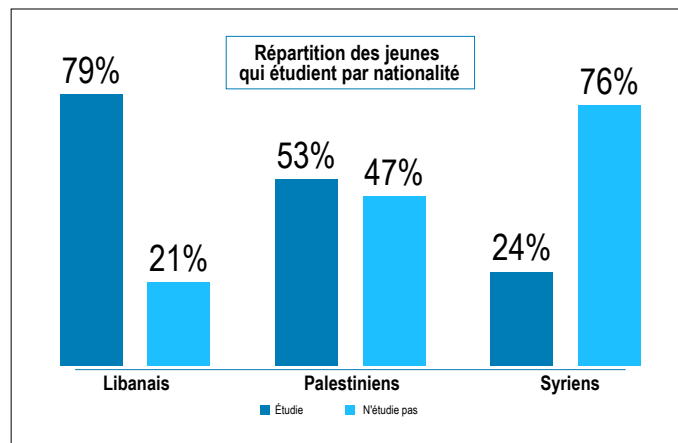
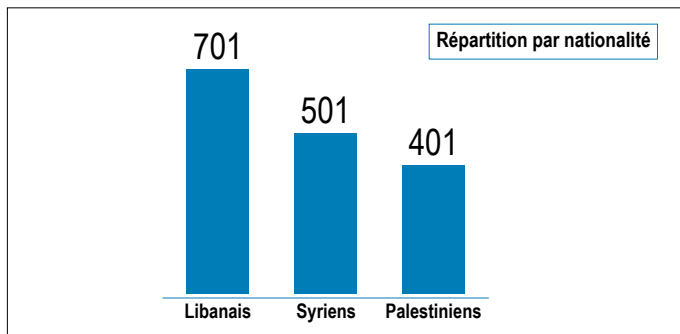
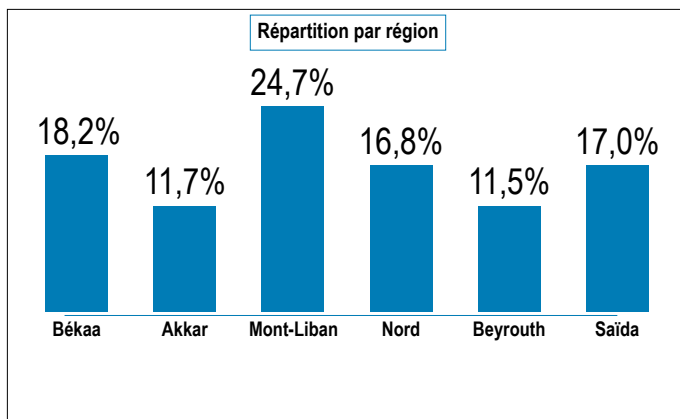
¹¹ UNRWA, Hitting Rock Bottom - Palestine Refugees in Lebanon Risk their Lives in Search of Dignity, October 2022.

¹² Relief Web, Lebanon situation report, September 2025.

¹³ UNICEF, Lebanon adolescent and youth programme.

¹⁴ Ibid.

¹⁵ ILO, ILO Skills Training: A Key to Unlocking Decent Employment in Lebanon, 15 July 2024.



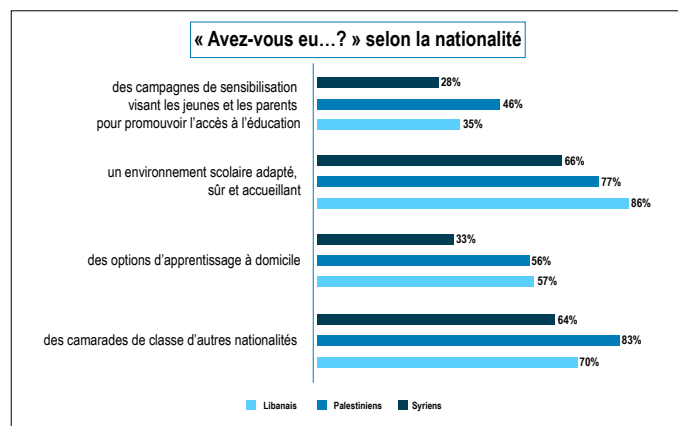
En évaluant les critères d'accès, l'enquête révèle que les Palestiniens se sentent davantage ciblés par les campagnes de sensibilisation sur l'accès à l'éducation (46%), une perception plus élevée que celle des Libanais (35%) ou des Syriens (28%), ce qui suggère qu'il pourrait exister un manque de ciblage des jeunes Libanais vulnérables et des jeunes Syriens. Concernant l'accès aux options d'apprentissage à domicile, les Libanais et les Palestiniens étaient presque à égalité, avec respectivement 57% et 56%, tandis que les Syriens n'étaient qu'à 33%, bien qu'ils soient ceux ayant le moins accès à l'éducation.

Principaux résultats de l'enquête

Jeunes d'âge scolaire : accès et qualité de l'éducation et perspectives professionnelles

Accès à l'éducation

55% des personnes interrogées étaient scolarisées, en formation ou à l'université (886 personnes). Si les écarts liés au genre dans les taux de décrochage sont minimes (moins de 2%), **la nationalité joue un rôle déterminant dans l'accès à l'éducation**. On observe un contraste frappant entre le pourcentage de Libanais scolarisés, 79% (tous âges confondus), et celui des Syriens, avec seulement 24%. Les jeunes Syriens sont disproportionnellement freinés dans leur accès par des barrières administratives liées à leur statut légal, ainsi que par des obstacles économiques, de nombreuses familles syriennes n'ayant pas suffisamment de revenus pour envoyer leurs enfants à l'école et encore moins à l'université. La même observation peut être faite pour les jeunes Palestiniens, dont un peu plus de la moitié seulement est scolarisée (53%), ce qui représente également un écart important avec les jeunes Libanais. La plupart des jeunes Palestiniens fréquentent des écoles spécifiques gérées et financées par l'UNRWA, ce qui explique leur accès relatif à l'éducation¹⁶.



Les discussions des focus-groupes ont révélé que beaucoup de jeunes travaillent à temps partiel pour financer leur éducation, principalement des Libanais. Les emplois temporaires sont recherchés pour couvrir les frais d'études, mais le coût des transports et les bas salaires constituent des obstacles : **« Je ne suis pas allé à l'école pendant un mois car mon père ne pouvait pas payer le transport. », jeune homme syrien ; « J'ai manqué l'école pendant 15 jours car mon père ne pouvait pas payer le transport et je ne peux pas marcher aussi loin. », jeune femme palestinienne.**

En raison de leur statut légal de réfugiés, les étudiants syriens font face à des barrières persistantes à l'éducation. Selon l'Agence des Nations-Unies pour les réfugiés (HCR), les problèmes de documentation représentent un obstacle majeur pour accéder au secondaire et à l'enseignement supérieur, pouvant entraver la progression académique. Les réfugiés doivent présenter un permis de résidence valide ou une carte d'identité délivrée par le HCR pour s'inscrire aux classes du second cycle dans les écoles publiques libanaises pour l'année scolaire 2025-2026. Les étudiants non documentés qui ne disposent pas de papiers valides ont été autorisés à s'inscrire pour l'année scolaire, à condition que toutes les informations les concernant soient enregistrées (nom, noms des parents, date et

¹⁶ UNRWA in Lebanon provides education services to 39,144 Palestine1 refugee students, in its 65 schools, enrolling as much as 97% of Palestinian children in primary education, 84% in preparatory and 61% in secondary. (to be noted that Palestinian students are accepted in Lebanese University only if there are remaining unwanted seats by Lebanese students). <https://www.unrwa.org/activity/education-lebanon>
Romain H. Mellies, Visiting Fellow, Institute for Migration Studies, Palestinian and Syrian Refugees' Access to Education in Lebanon: A Comparative Approach, February, 2023.

lieu de naissance, numéro d'enregistrement, adresse, numéro de téléphone)¹⁷. **« Chaque année, nous sommes sur le qui-vive, attendant que les élèves libanais s'inscrivent pour que nous puissions nous inscrire. »** Les Syriens ont également partagé des difficultés spécifiques liées à leur dépendance à l'aide humanitaire, soulignant l'impact des récentes coupes de l'Aide Publique au Développement sur leur éducation : **« Après la baisse de l'aide internationale, nous avons des problèmes financiers pour continuer nos études. »**

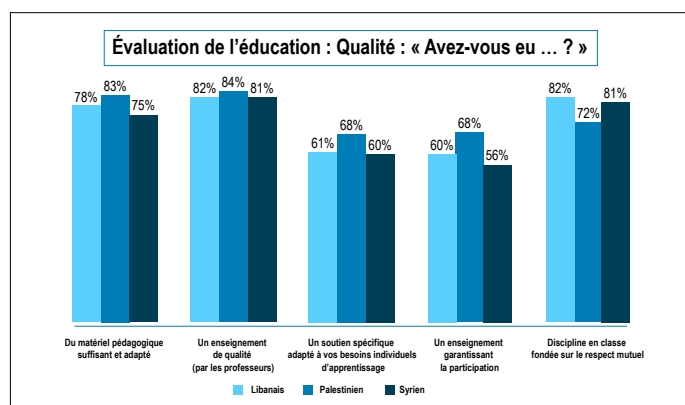
Les sentiments des jeunes vis-à-vis de l'environnement scolaire varient. Tous les Libanais ont décrit l'environnement éducatif comme sûr et adapté, avec des camarades d'autres nationalités : **« Nous n'avons aucun problème avec les personnes d'autres nationalités ; la plupart souffrent comme nous. »** Certains Syriens ont toutefois exprimé des expériences de harcèlement liées à leur nationalité : **« Quand nous parlons avec un accent syrien, le harcèlement commence, alors nous évitons les élèves libanais et nous nous isolons. »**



Qualité de l'éducation

Une large majorité des jeunes au Liban, quelle que soit leur nationalité, évalue leur éducation comme « bonne » ou « très bonne », les Syriens exprimant toutefois une moindre appréciation : **91% pour les Libanais, 84% pour les Palestiniens et 70% pour les Syriens.**

En analysant les critères de qualité, les données révèlent un niveau d'appréciation assez similaire pour toutes les nationalités, les Palestiniens se démarquant légèrement des Libanais et des Syriens en termes d'environnement d'enseignement inclusif et favorable :



Les Palestiniens ont exprimé une meilleure qualité de l'enseignement reçu des enseignants (84%), plus de disponibilité de supports pédagogiques suffisants et adaptés (83%), davantage de soutien spécifique à leurs besoins individuels et un enseignement favorisant la participation (68%).

Les plus grandes différences entre les Palestiniens et les Libanais ou Syriens concernent le soutien spécifique à leurs besoins individuels (écart de 8 points) et les pratiques pédagogiques favorisant leur participation (écart de 12 points).

Cependant, lors des discussions de groupe, l'évaluation des jeunes interrogés était beaucoup plus sévère : tous ont exprimé percevoir une baisse de la qualité de l'éducation dans les établissements publics, et l'absence de volonté des autorités

compétentes pour développer et actualiser les programmes, améliorer les méthodes d'apprentissage, soutenir la formation continue des enseignants, ou fournir le matériel nécessaire. Parallèlement, le coût élevé de l'enseignement privé empêche de nombreux jeunes de poursuivre leurs études. **« Ils augmentent les frais de scolarité à chaque semestre, où sommes-nous censés trouver l'argent ? Il n'y a pas de travail. »**, un jeune Palestinien.



Opinion sur l'impact du genre, de la nationalité et du statut sur les opportunités éducatives

Près d'un tiers de l'ensemble des jeunes estiment que le genre a un impact sur les opportunités éducatives qu'ils ont ou pourraient avoir. 65% pensent au contraire que le genre n'a pas d'impact, ou pas du tout d'impact, sur ces opportunités.

Près de la moitié des jeunes (46%) considèrent que la nationalité a un impact : 52% des Palestiniens, 45% des Libanais et 38% des Syriens estiment respectivement qu'elle a un impact important ou modéré. Comme l'a exprimé un jeune Syrien lors d'une discussion de groupe : **« Le problème, c'est de ne pas avoir la nationalité libanaise. »**

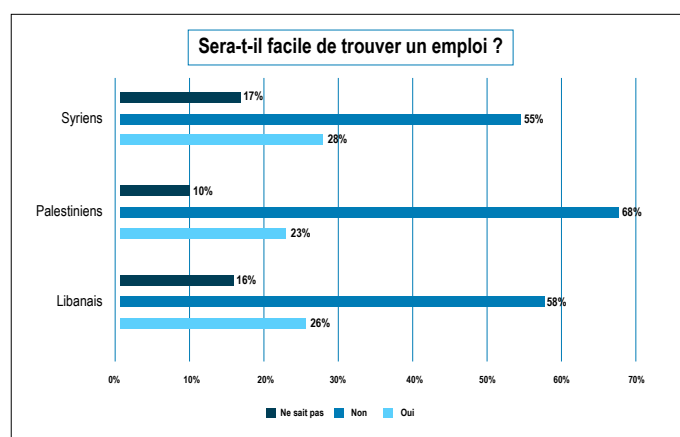
Plus de la moitié (56%) estiment que le statut légal a un impact, avec 60% des Palestiniens, 58% des Libanais et 40% des Syriens partageant cet avis. De manière surprenante, pour ces deux dernières questions, les Syriens sont ceux qui perçoivent le moins d'impact.

Pour les Syriens et les Libanais, les Palestiniens bénéficient de meilleures opportunités grâce aux bourses et aux prêts, ce que ces derniers reconnaissent : **« En tant que Palestiniens, nous avons plus d'opportunités de bourses que les Libanais. Les Libanais ont besoin de wasta (relations, réseaux) pour entrer dans certaines facultés de l'Université libanaise et de connexions politiques. Nous, nous avons accès à l'aide et aux bourses des organisations internationales et des fonds palestiniens. »**



Opinion sur les perspectives professionnelles des jeunes d'âge scolaire

Une large majorité de jeunes estiment qu'il ne sera pas facile de trouver un emploi (60%), les Palestiniens exprimant une inquiétude au moins 10 points plus élevée (68 %, soit deux sur trois) que les Libanais (58%) et les Syriens (55%).



¹⁷ <https://www.unhcr.org/lb/what-we-do/education>

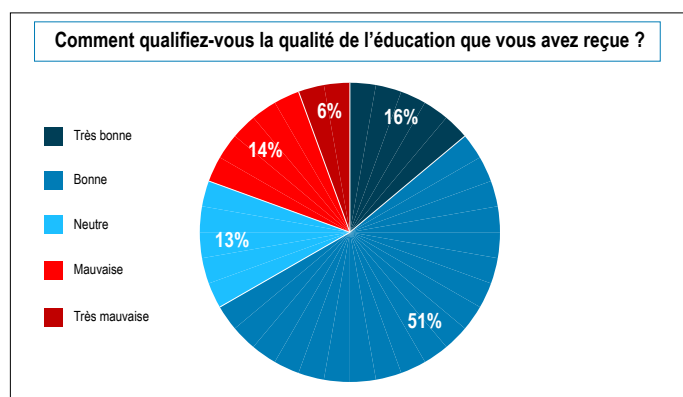
En matière d'obstacles à la recherche d'emploi, tous ont fortement souligné **leur manque d'expérience, le coût de la formation professionnelle et les bas salaires, ainsi que le manque d'informations sur les opportunités d'insertion professionnelle et de formation**. Il est également important de noter que 61% des jeunes identifient **l'absence de papiers d'identité ou d'autres documents administratifs et juridiques essentiels** comme un obstacle. Un résultat particulier peut être mentionné concernant **l'anxiété, le stress et les problèmes de santé mentale** (identifiés par 61% de l'ensemble des jeunes comme un obstacle) : il y avait 10% de plus de femmes que d'hommes à déclarer que l'anxiété constitue un obstacle pour la recherche d'un emploi, et les Syriens étaient 11% moins susceptibles d'affirmer que l'anxiété est un obstacle à la recherche d'emploi.

Concernant les **facteurs pouvant faciliter** leur accès à l'emploi ou à la formation professionnelle, ils ont tous fortement identifié une **meilleure éducation, de meilleures compétences linguistiques et de communication, ainsi que de meilleures formations** comme des leviers facilitant leur insertion professionnelle. Même si l'accès au **soutien en santé mentale** a été moins mentionné comme une priorité, une proportion élevée, 84 % de l'ensemble des jeunes, a tout de même confirmé que cela pourrait être un facteur facilitant l'intégration professionnelle.

Jeunes en âge de travailler : perceptions et réalités de la recherche d'emploi

Opinions sur l'éducation reçue

Concernant la qualité de l'éducation pour les jeunes qui travaillent ou recherchent un emploi, une majorité de **66% ont déclaré que leur éducation était bonne ou très bonne**. Même si cela représente un taux plutôt satisfaisant, les résultats sont cependant beaucoup plus faibles lorsqu'on les compare aux réponses à la même question données par les jeunes encore en études (86 %). **Une fois entrés sur le marché du travail, les jeunes portent un regard plus critique sur leur éducation.**

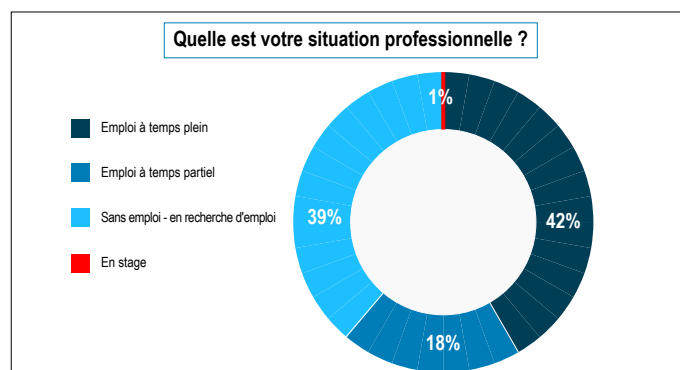


	Jeunes qui étudient	Jeunes qui travaillent	Changements
Un environnement scolaire adapté, sûr et accueillant	81%	64%	-17%
Des options d'apprentissage à domicile	54%	64%	+10%
Des camarades de classe d'autres nationalités	72%	47%	-25%
Du matériel pédagogique suffisant et adapté	78%	58%	-20%
Un enseignement de qualité (par les professeurs)	82%	67%	-15%
Un soutien spécifique adapté à vos besoins individuels d'apprentissage	63%	45%	-18%
Un enseignement garantissant la participation	62%	50%	-12%
Discipline en classe fondée sur le respect mutuel	80%	70%	-10%

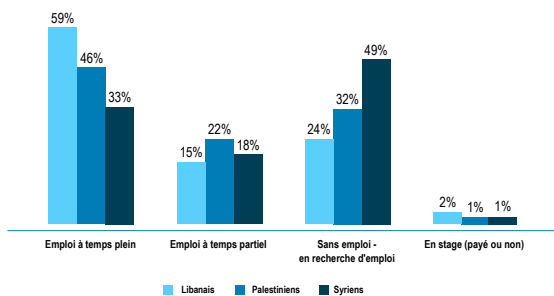
Tous ont convenu que l'éducation est très importante pour obtenir un emploi et accéder à une formation professionnelle liée à leur spécialité. Cependant, **ils ont souligné que le système éducatif actuel ne favorise pas l'insertion professionnelle et ne s'adapte pas aux besoins réels du marché** : « *Que de la théorie, aucune formation pratique pour acquérir de l'expérience.* » ; « *Nous étudions une spécialité scientifique mais nous n'avons aucune opportunité de formation pratique.* » Tous ont mentionné le manque de formation professionnelle et la plupart ont appelé à une mise à jour des programmes, afin qu'ils soient alignés sur les réalités du marché du travail, comme l'avaient également souligné les jeunes en âge scolaire, et mentionné plus haut.

Accès au marché du travail

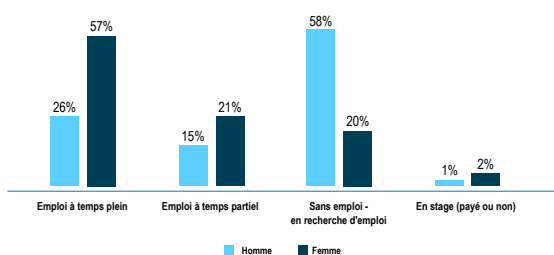
Alors que les jeunes terminent leurs études et se confrontent au marché du travail, les disparités entre genres et nationalités s'intensifient. Parmi les jeunes hors du système scolaire interrogés (717 personnes), **le taux de chômage s'élève à 39% en moyenne, atteignant 49% pour les Syriens et 24% pour les Libanais**. La situation des Palestiniens est meilleure que celle des Syriens, mais reste en deçà de celle des Libanais (chômage à 32%). **L'emploi à temps plein est fortement genré : 57% des jeunes hommes sont en emploi contre seulement 26% des jeunes femmes ; et 58% des jeunes femmes déclarent être au chômage contre 20% des jeunes hommes.** Le marché du travail favorise davantage les jeunes Libanais, bien que des obstacles persistent pour tous, en particulier pour les jeunes femmes.



Situation professionnelle par nationalité



Situation professionnelle par genre



Selon les jeunes, les trois principales raisons qui freinent l'insertion professionnelle sont : le coût de la formation professionnelle et les bas salaires (80%), le manque d'expérience (78%), comme cela a été souligné à plusieurs reprises lors des groupes de discussion, ainsi que le manque d'information sur les opportunités d'emploi et de formation professionnelle (76%). Les jeunes rencontrent des difficultés en raison de l'incapacité du marché du travail à créer suffisamment d'emplois pour accueillir tous les nouveaux entrants. A cause de leur expérience professionnelle limitée et de compétences insuffisamment adaptées aux besoins du marché, ainsi que de réseaux professionnels restreints, ils font face à une concurrence féroce pour des emplois peu rémunérés et, le plus souvent, informels.

Quels obstacles empêchent de trouver un emploi adapté et/ou une formation professionnelle ?



« J'ai étudié mais je n'ai pas d'expérience dans mon domaine, donc je suis au chômage. », une jeune Palestinienne.

« J'ai étudié la climatisation mais je vends du poulet, c'est ce qui est disponible. », un jeune Palestinien.

« Si vous travaillez maintenant, vous recevez le salaire minimum parce que le travail est illégal, mais que pouvons-nous faire ? Nous devons accepter la réalité. », un jeune Syrien.

Certaines différences notables entre nationalités peuvent être mises en évidence : 95% des Palestiniens pointent la discrimination comme un obstacle majeur (contre 73% pour les Syriens et 70% pour les Libanais) ; 68% des Syriens identifient le manque de documents comme une cause principale de marginalisation (contre 56% pour les Palestiniens et 53% pour les Libanais). Tous les Syriens lors des discussions de groupe ont exprimé un sentiment de découragement face au manque d'opportunités de travail légal : « **Lorsque nous obtenons la résidence, nous devons signer un engagement de ne pas travailler sauf si nous obtenons un permis de travail, qui dépend du marché.** » Pour les Libanais, un obstacle souligné lors des discussions était le clientélisme politique : « **Il faut appartenir à quelqu'un pour obtenir un emploi, quel que soit votre niveau d'éducation.** » ; « **Tout est basé sur des quotas.** »

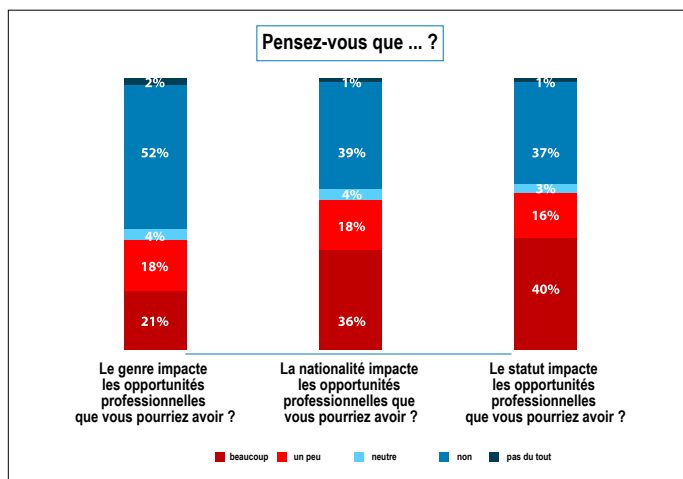
En termes de genre, les jeunes femmes ont davantage insisté sur le manque d'informations (78% contre 73% pour les hommes), leur formation inadéquate pour trouver un emploi (76% contre 67% pour les hommes) et la distance importante pour se rendre au travail (74% contre 65% pour les hommes).

Avis sur l'impact du genre, de la nationalité et du statut sur les opportunités professionnelles

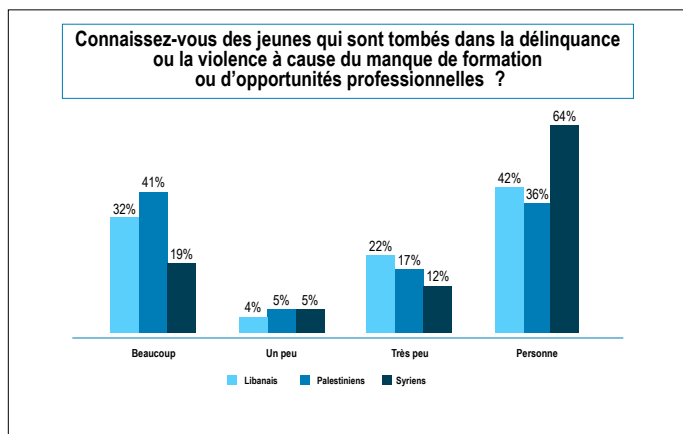
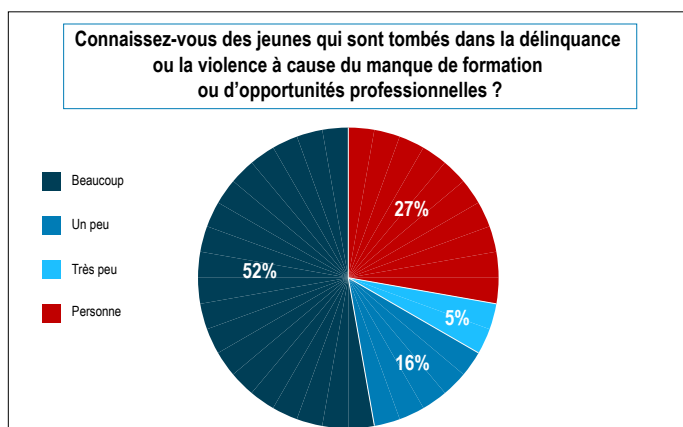
Le genre semble être perçu comme un obstacle moins important comparé à la nationalité et au statut légal, ces derniers étant de plus en plus reconnus comme tel à mesure que les jeunes entrent sur le marché du travail. En analysant les données ventilées par genre, les résultats montrent que 35% des jeunes femmes estiment que le genre influence les opportunités de carrière, mais étonnamment moins que les hommes (41%). La majorité (56%) considère que cela a peu ou pas d'impact. Cependant, tous les jeunes lors des discussions ont reconnu que : « **Il y a des métiers stéréotypés pour les femmes et d'autres pour les hommes.** » ; « **Les filles en comptabilité ou à la garde d'enfants, les garçons aux travaux manuels.** ».

En analysant les données ventilées par nationalité, les Palestiniens déclarent faire face à davantage de restrictions dans l'avancement professionnel en raison de leur statut et de leur nationalité : « **il n'y a pas d'avenir pour nous au Liban ; il existe des lois discriminatoires pour certaines professions.** » ; « **Je voulais étudier le droit, mais c'est interdit pour nous, donc j'ai dû étudier la santé et la supervision sociale pour travailler dans une ONG.** ».

Pour un jeune syrien : « **Pas de travail stable, pas de salaires adaptés, et discrimination partout.** ».



Près d'un jeune sur trois connaît des jeunes qui sont tombés dans la délinquance ou la violence en raison du manque d'opportunités. Cela a également été confirmé lors des groupes de discussion, où tous les participants, quelle que soit leur nationalité, ont reconnu connaître des personnes qui se sont tournées vers la criminalité faute de formation professionnelle ou d'opportunités d'emploi. Les Syriens sont ceux qui affichent le pourcentage le plus faible, 64% d'entre eux déclarant ne connaître personne dans cette situation.

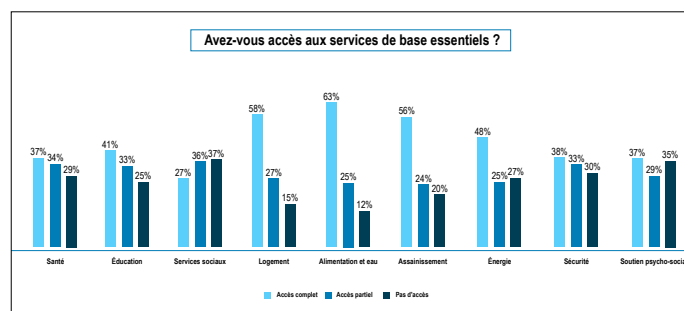


Accès aux services sociaux de base

Les difficultés pour accéder aux services essentiels restent persistantes. Un jeune sur trois interrogé a déclaré ne pas avoir accès aux soins de santé, à l'éducation, aux services sociaux et au soutien psychologique, la situation étant plus critique pour les Syriens et, dans une moindre mesure, pour les Palestiniens. Pour les Libanais, la santé constitue une préoccupation majeure, seulement 46% affirmant y avoir un accès complet.

Le logement, la nourriture, l'eau, l'assainissement et l'énergie affichent les résultats les plus élevés en termes d'accès complet ou partiel. Concernant l'énergie, il semble qu'avec les panneaux solaires et le réseau de générateurs informels, la population au Liban considère avoir un accès à l'énergie, bien que coûteux.

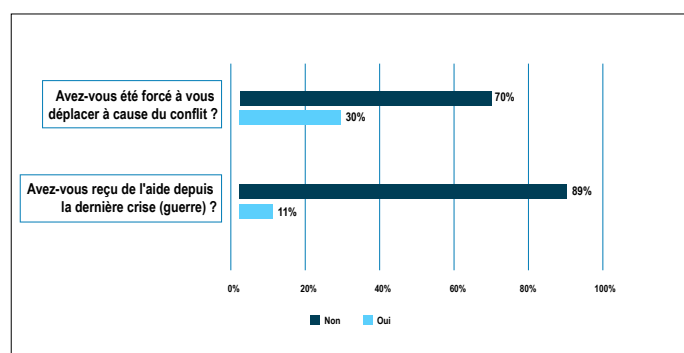
« C'est un désastre, surtout après la baisse de l'aide de l'ONU. Nous ne savons pas ce que nous ferons si les services de santé de l'ONU s'arrêtent. », un jeune Syrien.



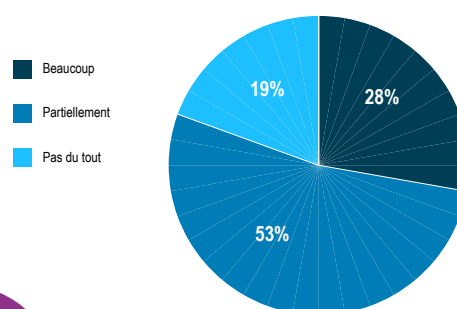
Une très large majorité des jeunes interrogés (82%) a confirmé avoir été impactée par les multiples crises au Liban. Parmi eux, 70% ont dû se déplacer lors du dernier conflit, ce qui a fortement affecté leur éducation, leur formation ou leur insertion professionnelle pour un tiers d'entre eux (53% impact partiel, 28% impact très important). Malheureusement, une majorité écrasante des jeunes, 89%, ont déclaré ne pas avoir reçu d'aide lors de la dernière crise, sans différences majeures selon le genre ou la nationalité.

« Est-ce qu'il existe des institutions publiques qui s'intéressent à nous en tant que citoyens ? », une jeune Libanaise.

Lorsqu'on leur a demandé, lors des groupes de discussion, quel type d'aide ils auraient préféré, les jeunes Libanais et Palestiniens ont exprimé leur préférence pour une aide financière directe, afin de pouvoir décider eux-mêmes de son utilisation selon leurs besoins.



Est-ce que ce déplacement a eu un impact sur votre accès à l'éducation / une formation professionnelle / un emploi ?

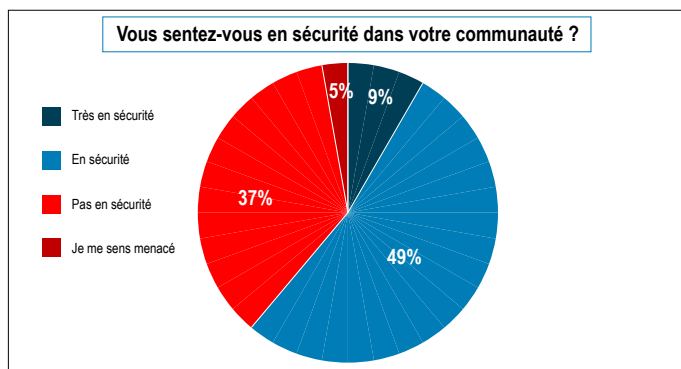


Sentiments de sécurité et de stabilité, état d'esprit et projections

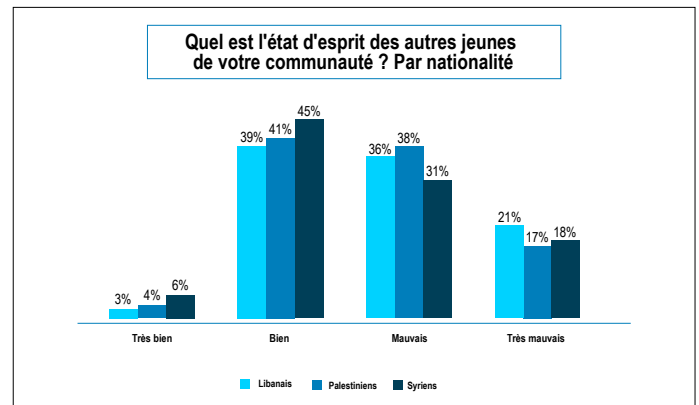
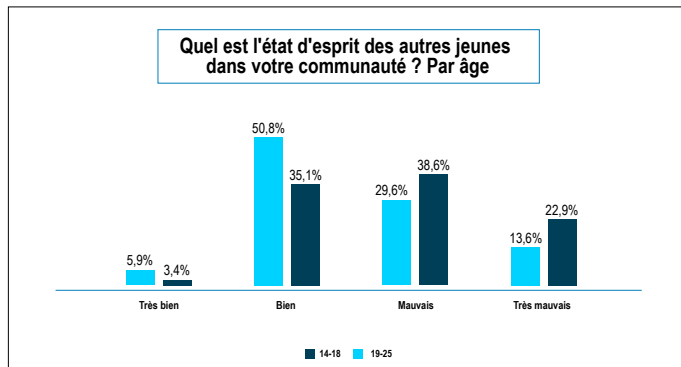
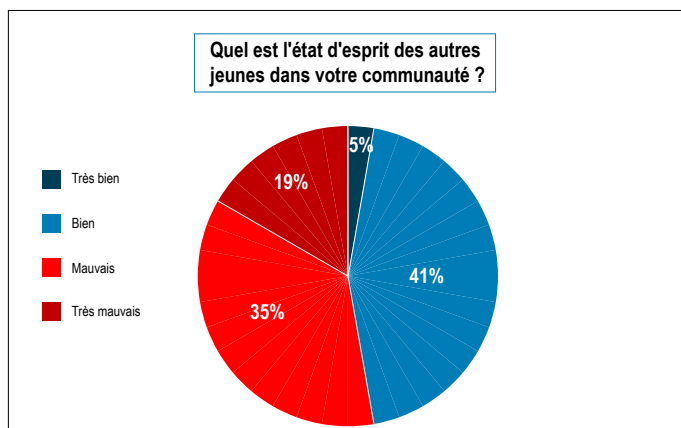
Globalement, au moment de l'enquête, la majorité des jeunes (58%) se sentaient en sécurité ou totalement en sécurité, mais 37% se déclaraient en insécurité et 5% se sentaient menacés.

Les perceptions de sécurité varient selon la nationalité : **les jeunes Libanais expriment le sentiment d'insécurité le plus marqué (48%)**. Les jeunes femmes se sentent légèrement moins en sécurité que les jeunes hommes (-5%). Les jeunes plus âgés se sentent beaucoup moins en sécurité, 41% déclarant ne pas être en sécurité et 5,1% se sentant menacés, contre 23% et 3,3% respectivement pour les 14-18 ans.

« Nous espérons que les guerres ne nous atteindront pas. », un jeune Syrien.



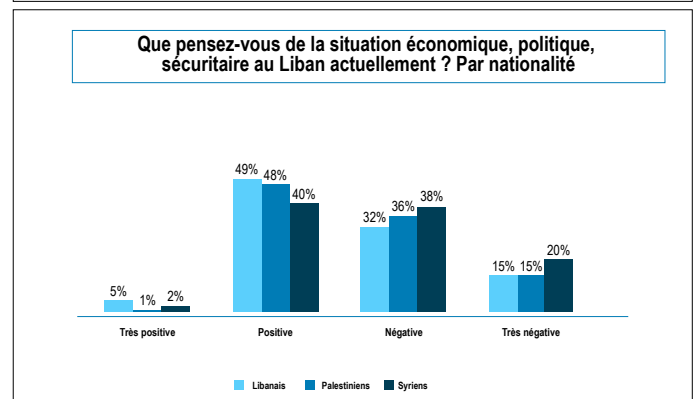
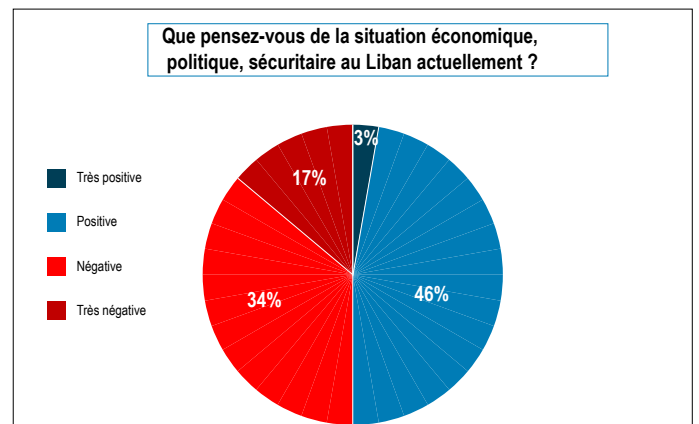
La majorité (54%) évaluent l'état d'esprit des jeunes autour d'eux comme « mauvais » ou « très mauvais ». Les plus âgés et les Libanais ont une perception plus négative que les plus jeunes, tandis que les Palestiniens et les Syriens montrent davantage de résilience.



Lorsqu'on leur a demandé leur avis sur leur situation économique, politique et sécuritaire actuelle au Liban, la majorité des jeunes (51%) juge leur situation négative ou très négative. Les jeunes plus âgés (19-25 ans) affichent un regard encore plus négatif, avec 15% supplémentaires estimant que la situation est négative ou très négative.

On observe que **les femmes ont une perception plus positive, à hauteur de 10%**. Selon la nationalité, **les Syriens sont les plus pessimistes**, avec 10 % supplémentaires de répondants jugeant la situation négative ou très négative par rapport aux Libanais. Les Palestiniens se situent au milieu, avec seulement 5% supplémentaires considérant la situation comme négative ou très négative.

Pour les Libanais, l'état d'esprit général est la frustration : « *Il n'y a aucun espoir dans ce pays.* »



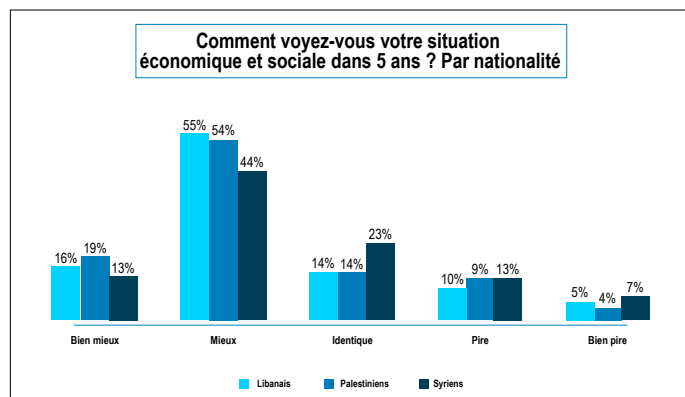
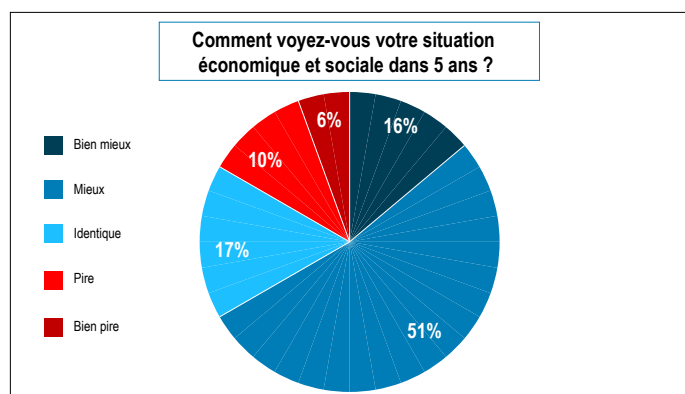
Lorsqu'on leur a demandé de se projeter cinq ans dans l'avenir, les jeunes se sont montrés plus optimistes, 51% pensant que leur situation s'améliorerait et 16% estimant qu'elle s'améliorerait significativement. Le pessimisme reste toutefois présent, particulièrement chez les Syriens, 20% d'entre eux pensant que leur situation se détériorera (contre 15% pour les Palestiniens et les Libanais). De nouveau, les répondants plus âgés affichent un regard négatif supérieur de 5% par rapport à celui des plus jeunes.

« Nous doutons que l'État puisse redresser la situation. », jeune homme libanais

« Nous espérons que les autorités trouveront des solutions aux crises du pays. », jeune Palestinien.

« Nous cherchons tous à épouser un Libanais pour obtenir la nationalité et un emploi ; même des filles de 16 ans cherchent un mari. » – jeune femme syrienne

Individu et société, relations avec les communautés et les autorités



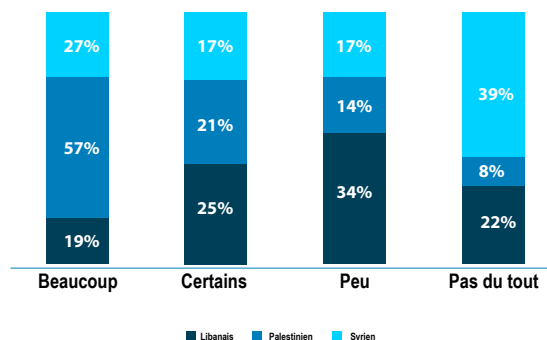
Selon les groupes de discussion, beaucoup de jeunes, en particulier les jeunes hommes syriens, ne voient pas d'autre solution que la migration vers l'Europe, même si cela implique de risquer leur vie dans des embarcations dangereuses. Cependant, ils précisent que cela devient de plus en plus difficile. Certains sont retournés en Syrie après le changement de régime, mais n'ont pas trouvé de travail ni de conditions sûres, et sont donc revenus au Liban de manière illégale.

« Malgré la discrimination, c'est mieux que de mourir de faim en Syrie. » ; « Il n'y a aucune solution, à part rejoindre l'Europe. » – jeune homme syrien.

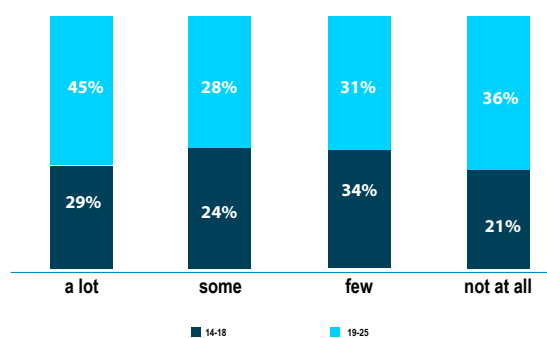
Les jeunes filles syriennes ont clairement indiqué que leur solution consiste à se marier avec un homme Libanais pour obtenir la nationalité, ce qui ouvre la voie à un emploi légal.

« Ma sœur a 15 ans et dit en privé qu'elle veut épouser un Libanais pour son avenir. » – jeune homme syrien

Avez-vous des amis d'autres nationalités (palestinienne, syrienne, libanaise) ? Par nationalité

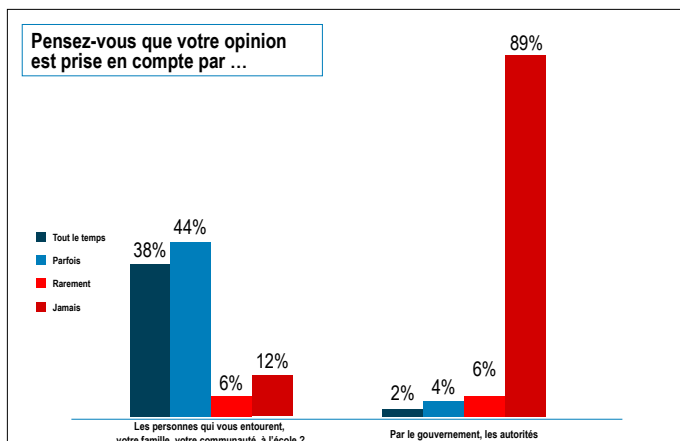


Avez-vous des amis d'autres nationalités (palestinienne, syrienne, libanaise) ? Par âge



Les réseaux d'amitié sont également influencés par la nationalité, mais les jeunes plus âgés finissent par se lier avec des pairs d'autres origines au fil du temps. La majorité des jeunes ont des amis d'autres nationalités : seuls 24% des jeunes n'ayant aucune amitié en dehors de leur communauté. Les jeunes plus âgés (19-25 ans) déclarent avoir davantage des amis de nationalités différentes, 57% des Palestiniens affirmant en avoir beaucoup, contre 27% des Syriens et 19,1% des Libanais.

Certains jeunes Libanais ont noté lors des groupes de discussion que les stéréotypes sur les autres nationalités freinent l'intégration sociale : « Il y a des généralisations sur les relations avec les autres, en particulier avec les Syriens », a souligné un jeune Libanais.



Les discussions lors des groupes de discussion ont permis de saisir une nuance : les jeunes Palestiniens ont indiqué que leurs opinions sont prises en compte au sein de la famille, y compris celles des filles, mais que les décisions ne suivent pas leurs avis : *« Tout le monde nous écoute, mais la décision se prend ailleurs », a expliqué une jeune Palestinienne ; « Ils disent que nous ne sommes que des enfants qui ne savent rien », a ajouté un jeune Palestinien.*

Les jeunes Libanais ont quant à eux précisé que, même s'ils sont entendus dans leur famille, leur rôle dans la société reste secondaire et leurs voix ne sont pas écoutées, pointant tous du doigt le système politique, qui ne donne aux jeunes la possibilité de participer qu'en suivant les leaders.

Dans tous les groupes de discussion et entretiens, **les autorités sont perçues comme distantes et peu accessibles, les réseaux informels (comme la famille et les enseignants) offrant un soutien partiel. Une large majorité des répondants, quel que soit leur nationalité, âge ou genre, considère que les autorités ne les écoutent jamais (89%).** Ils estiment que leurs familles, écoles et communautés les écoutent parfois (44%) et pour certains, même tout le temps (38%).

Conclusion et recommandations

Les résultats de cette enquête permettent de mieux comprendre les impacts des crises multiples sur les jeunes au Liban, notamment en termes d'inclusion sociale et économique, et de déterminer des pistes d'action et des solutions basées sur leurs expériences et priorités.

Le SIF recommande de :

1 Veiller à ce que tous les programmes humanitaires incluent explicitement les jeunes Libanais, Syriens et Palestiniens, quel que soit leur statut national, légal ou de résidence. Les financements d'urgence doivent être accrus pour répondre aux besoins des populations affectées. Des stratégies de sensibilisation doivent être mises en œuvre pour identifier et engager les populations marginalisées ou difficiles à atteindre. Les services doivent être culturellement adaptés et prendre en compte la diversité des parcours et expériences. Des mécanismes permettant de suivre l'accès et les résultats pour toutes les populations de jeunes doivent être établis, afin d'assurer la transparence et la redevabilité dans la prestation des services. L'accès aux services de santé, aux services sociaux, au soutien psychosocial et à la santé mentale (SMSPS), à l'éducation et à la formation professionnelle doit être élargi.

2 Supprimer les obstacles financiers à l'éducation et la formation pour les familles via des bourses ou des programmes de renforcement des moyens d'existence afin de financer l'éducation (frais de scolarité, transport, matériel...), y compris l'enseignement supérieur, la formation professionnelle et les programmes d'apprentissage accéléré, et alléger les barrières administratives et légales pouvant limiter l'accès équitable et inclusif à l'éducation. Tous les enfants et jeunes au Liban ont le droit de compléter leur éducation dans des environnements d'apprentissage accessibles, abordables et de qualité.

3 Renforcer les capacités des systèmes éducatifs et de formation professionnelle pour la planification et la réponse aux crises, afin de garantir, à tout moment et dès les premières phases d'une crise, la continuité des opportunités d'éducation et de formation pour toutes et tous. Cela inclut l'amélioration ou la réhabilitation des infrastructures, le prépositionnement de tentes et d'équipements scolaires en cas d'indisponibilité des écoles (utilisées comme abris par exemple), le développement de solutions numériques pour les cours en ligne, la mise en place de programmes d'éducation de rattrapage et le soutien aux enseignants (salaires, formations, matériel pédagogique, soutien psychosocial...).

4 Adapter les programmes scolaires et les formations professionnelles aux réalités du marché du travail et faciliter l'accès à ces formations pour tous via un soutien technique et financier direct, en tenant compte des secteurs où les barrières liées à la nationalité sont les moins fortes. Un accompagnement à l'orientation professionnelle, au développement des compétences et à l'insertion professionnelle doit être assuré. Des informations qualitatives sur les opportunités d'emploi et de formation professionnelle via les services sociaux (comme les Centres de Développement Social – SDC – par exemple) et les plateformes en ligne de recherche d'emploi doivent être fournies. Cela implique d'élargir l'accès à ces services et de renforcer le réseau des professionnels en charge de les fournir. Ces différents prestataires doivent être soutenus et coordonnés aux niveaux régional et national pour favoriser le partage des bonnes pratiques et la durabilité des actions.

5 Soutenir les micros, petites et moyennes entreprises (MPME) pour améliorer l'employabilité et créer de nouvelles opportunités pour les jeunes au Liban, à travers des mesures de relèvement à court terme et des réformes structurelles à long terme, en ciblant également les secteurs où les barrières liées à la nationalité sont moins importantes. Cela inclut un soutien technique et financier ciblé pour les secteurs affectés, des projets de réhabilitation des infrastructures, le développement des formations aux compétences requises et le développement de systèmes de protection sociale. Un dialogue social renforcé et le renforcement des capacités institutionnelles sont nécessaires pour garantir un processus de relèvement inclusif et durable.

6 Favoriser l'insertion professionnelle des femmes en travaillant sur les perceptions et en mettant en œuvre des mesures anti-discrimination pour réduire leur taux de chômage et améliorer leur accès aux différentes opportunités. Il s'agit également de renforcer la capacité des jeunes femmes à faire des choix éclairés, grâce à des services de conseil professionnel de qualité et au développement de leurs compétences, en assurant un soutien financier pour qu'elles accèdent aux formations pertinentes et à des expériences professionnelles.

7 Améliorer l'accès aux services de santé mentale et de soutien psychosocial (SMSPS) pour les enfants et les jeunes. Cela inclut le suivi régulier des services SMSPS et le renforcement de leurs capacités, ainsi que la sensibilisation continue pour normaliser le recours à ces services. Des modules de SMSPS doivent être intégrés aux programmes scolaires. Les programmes SMSPS doivent couvrir, entre autres, la gestion du désespoir, l'intériorisation émotionnelle et l'isolement social, en donnant la priorité aux interventions visant à restaurer l'espoir et à lutter contre le harcèlement et l'intimidation. Compte tenu de l'exposition aux conflits et à la violence, ces programmes doivent également inclure des sessions, adaptées à l'âge, sur la sécurité et la protection, et remettre en question l'acceptation de la violence au

sein de la communauté. Le développement d'espaces sûrs et récréatifs pour les enfants et les jeunes doit être planifié, par exemple au sein des SDC, qui servent déjà de hubs communautaires de confiance et accessibles aux enfants et aux familles. Les capacités des SDC doivent être renforcées pour améliorer l'accès aux services SMSPS, en particulier dans les zones vulnérables et affectées par les conflits. Par ailleurs, créer des liens entre les écoles et les SDC permettrait d'assurer un suivi cohérent du SMSPS pour les enfants, combinant ressources éducatives et communautaires. Une supervision, un suivi et un contrôle réguliers doivent être mis en place pour garantir la qualité et la durabilité des interventions.

8 Développer des programmes de stabilité sociale pour réduire les tensions intercommunautaires, notamment des programmes impliquant les jeunes, favorisant les interactions entre groupes, la création d'espaces partagés et des interventions communautaires participatives.

9 Assurer la participation de tous les jeunes aux processus de décision qui les concernent directement, mais aussi plus largement sur les questions d'intérêt général, via des mécanismes de retour d'information et de remontée des signalements, afin qu'ils puissent partager leurs points de vue et proposer des solutions adaptées et durables.

Sondage réalisé par Elka
Lebanon Institute



Avec le soutien du Ministère français
de l'Europe et des Affaires étrangères



plaidoyer@secours-islamique.org
+33 1 60 14 14 14
www.secours-islamique.org

